

Colloque

Le Printemps arabe en débat

Réflexion ■ La 16e édition du Salon international du livre d'Alger se tient au cœur de l'actualité arabe, à savoir les bouleversements sociopolitiques qu'ont connus la plupart des pays arabes.

Ainsi, en marge du Salon, un colloque portant sur le thème de «Le monde arabe en ébullition, révoltes ou révolutions ?» s'est tenu, hier, à la Bibliothèque nationale et qui se poursuivra jusqu'au 2 octobre.

Il voit la participation de plusieurs académiciens et experts algériens et étrangers sur les événements que connaît actuellement le monde arabe et ce, en vue de partager leur vision, leur approche sur la question et d'apporter, suivant une démarche méthodologique, des analyses et des conclusions permettant ainsi de comprendre les enjeux des événements qui secouent actuellement le monde arabe.

Car les enjeux actuels détermineront, à coup sûr, l'avenir du monde arabe, à savoir le considérer comme un acteur actif dans le concert des nations et, en conséquence, ayant son mot à dire dans la consécration de la paix dans le monde.

Notons que ce colloque, organisé en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure des sciences politiques, se veut, selon les organisateurs, non pas politique mais académique, voire scientifique, et comme la ministre de la Culture, Khalida Toumi, présente à cette rencontre, l'a souligné : «Il s'agit d'un colloque académique libre dans son expression de toute contrainte politique.» Toutefois, ce colloque n'en évacue pas pour autant les questions politiques.

Dans son intervention, Lakhdar Brahimi, ancien ministre des Affaires étrangères et représentant de l'Algérie au sein de la Ligue arabe et de l'Organisation des Nations unies, a souligné que «c'est la perte de confiance entre gouvernants et gouvernés qui a amené les peuples arabes à se soulever», et de poursuivre : «Le comportement des gouvernants arabes est la cause de tout ce qui s'est passé. C'est la cause de la faillite des régimes arabes.»

Il a, ensuite, dit que «les pays arabes sont appelés désormais à se pencher sur l'éducation et la science et travailler avec le Printemps». Ainsi, pour Lakhdar Brahimi le Printemps arabe tient son origine dans les fractures, voire les écarts séparant les gouvernants et les gouvernés.

Pour sa part, Fawaz Traboulsi, professeur de sciences politiques de l'université américaine de Beyrouth, a estimé que «c'est le chômage, la perte de la légitimité des régimes et la perte de l'espoir en l'avenir pour les jeunes Arabes qui sont les facteurs déclenchant des soulèvements».

L'intervenant, pour qui les révoltes arabes traduisent une réelle volonté et une aspiration des peuples à un changement vrai et radical notamment celui des relations entre

gouvernants et gouvernés, a expliqué que ce changement devrait être institutionnalisé par l'adoption de nouvelles constitutions où sera transcrite cette relation de confiance dont la finalité reste l'abolition des systèmes dictatoriaux.

Pour lui, le temps est venu pour que les anciens régimes soient remplacés par d'autres qui doivent être démocratiques afin de consacrer pleinement la souveraineté et la volonté populaire et ce, dans des conditions de liberté retrouvée.

Quant à Amr el-Shoubaki, expert au Centre d'études stratégiques d'Al-Ahram (Egypte), a présenté une lecture du cas égyptien en soulignant que le modèle égyptien est différent de ce qu'ont vécu les républiques d'Europe de l'Est en 1989 avec la chute du bloc soviétique.

Le conférencier a, ensuite, indiqué que la possibilité de changement dans ce pays s'est révélée impossible de l'intérieur du régime de l'ex-dictateur. Il a, en outre, fait savoir que la rue égyptienne est en train de maintenir sa volonté d'inscrire l'action du peuple dans un processus d'évolution démocratique.

Yacine Idjer